

créer une pression à la hausse sur les salaires, l'impact supposé de ces taxes sur la compétitivité restant par ailleurs incertain (encadré 4.6). En revanche, du fait de sa progressivité, l'impôt sur le revenu ne devrait pas générer de trop fortes tensions inflationnistes. Mais cela reste également une question empirique, étroitement liée au mode de formation des salaires et au pouvoir de négociation des syndicats, qui diffèrent d'un pays à l'autre.

Encadré 4.6. **Caractéristiques des impôts sur la consommation**

La fiscalité peut induire des distorsions sur les marchés intérieurs des biens et du travail, mais également nuire à la compétitivité internationale. Et dans la plupart des pays, la crainte que des systèmes de prélèvements obligatoires non compétitifs encouragent la délocalisation de capital physique et humain, est assez présente. Dans cette perspective, les taxes sur la consommation sont souvent considérées comme étant préférables aux cotisations sociales ou à l'impôt sur le revenu, qui pèsent directement sur les revenus des ménages. Dans cet ordre d'idée, l'Allemagne a récemment décidé de réduire de deux points de pourcentage (de 6.5 à 4.2) les cotisations à l'assurance chômage tout en augmentant dans le même temps le taux standard de taxes sur la consommation, qui est passé de 16 à 19 %. Cette hausse importante s'inscrit dans le cadre d'objectifs de consolidation budgétaire qui ne se cantonnent pas à la réduction des impôts directs sur le travail. Un tiers des revenus additionnels ainsi générés devrait cependant être consacré au financement de la baisse des cotisations à l'assurance chômage.

Les impôts sur la consommation étant prélevés sur les produits importés mais non sur les exportations (contrairement aux cotisations sociales), ce déplacement de la charge fiscale peut améliorer la compétitivité s'il fait baisser le coût du travail et conduit les producteurs nationaux à réduire leurs prix de vente en proportion de l'économie réalisée. Ce gain de compétitivité pourrait relancer la croissance et l'emploi, au moins temporairement. Cela étant, un résultat standard de la littérature sur le commerce international est que les taxes sur la consommation ne devraient avoir aucune incidence – sauf à très court terme – sur les exportations, ni sur les importations, dans la mesure où les ajustements du taux de change réel viennent compenser l'effet des taxes sur la consommation sur les prix relatifs des biens domestiques et étrangers. En outre, d'un point de vue empirique, les comparaisons internationales ne parviennent pas à mettre en évidence de liens entre taxes sur la consommation et dynamisme des échanges commerciaux (Desai et Hines, 2002; Keen et Syed, 2006). Toutefois, dans une union monétaire telle que la zone euro, augmenter les impôts à la consommation dans un pays donné peut renforcer sa compétitivité par rapport à ses partenaires, avec le risque que ces derniers perçoivent la mise en œuvre d'une telle mesure comme relevant d'un comportement fortement non coopératif.

De plus, l'augmentation des taxes sur la consommation pourrait se traduire par une hausse des prix domestiques (nets) à la consommation, susceptible de réduire la demande intérieure et de générer des pressions inflationnistes sur les salaires. Les effets positifs attendus sur l'emploi s'en trouveraient alors réduits. En outre, le salaire minimum, légal ou contractuel, ainsi que certains minima sociaux, pourraient progressivement être relevés afin de préserver le pouvoir d'achat des populations concernées, même s'il n'existe pas toujours de mécanismes institutionnels d'indexation. Cela tendrait à renforcer la pression générale sur les salaires et augmenterait les dépenses publiques (en raison notamment de l'augmentation du montant, par bénéficiaire, des minima sociaux, et de possibles hausses des salaires dans la fonction publique).